



M. Jürgen Stock
 Secrétaire général d'Interpol
 200 Quai Charles de Gaulle
 69006 Lyon, France

le 29 novembre 2021

Objet : Élection de M. Ahmed Al-Raisi à la présidence d'Interpol et l'influence croissante des Émirats arabes unis sur l'organisation

Cher Monsieur Jürgen Stock,

Nous, les organisations soussignées, vous écrivons pour exprimer notre plus profonde préoccupation concernant l'élection de M. Ahmed Al-Raisi, Inspecteur général du ministère de l'Intérieur des Émirats arabes unis (EAU), à la présidence d'Interpol lors de la 89^{ème} Assemblée générale.

Comme vous le savez déjà, un grand nombre de préoccupations ont été exprimées au cours des derniers mois de la part d'organisations de la société civile, de pays membres de l'UE, des parlements français, britannique et allemand, ainsi que par des victimes de torture aux Émirats arabes unis qui ont déposé des plaintes contre M. Al-Raisi dans plusieurs pays.

Nous pensons que l'élection de M. Al-Raisi à la présidence va gravement nuire à la réputation d'Interpol et saper sa capacité à mener à bien sa mission de manière efficace, dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cette élection envoie également un message

effrayant : l'organisation internationale de police peut être présidée par le représentant d'un régime autocratique, lui-même accusé de torture.

Des [préoccupations](#) avaient déjà été soulevées concernant le manque de transparence et de surveillance dans le processus électoral. À cet égard, nous nous félicitons de l'adoption récente par l'Assemblée générale de la [Résolution n°2](#) modifiant les procédures relatives à la nomination et à l'élection des candidats au Comité exécutif, dans le but d'assurer une plus grande transparence et intégrité. Bien que nous soyons déçus que de telles réformes n'aient pas été adoptées avant l'élection de M. Al-Raisi, nous pensons qu'il s'agit d'un pas dans la bonne direction.

Nous notons également avec intérêt que le Comité exécutif adoptera un code de conduite lors de la 90^{ème} Assemblée générale au plus tard. Cependant, nous pensons que la définition d'un code de conduite pour le Comité exécutif par les membres eux-mêmes sous-tende divers conflits d'intérêts, ce qui peut gravement menacer la légitimité et l'impartialité dudit code.

En outre, nous craignons que l'élection de M. Al-Raisi ne s'inscrive dans la continuité des efforts déployés par les Émirats arabes unis pour maintenir et accroître leur influence sur les fonctions et opérations d'Interpol :

Ainsi, nous trouvons extrêmement inquiétantes les [récentes informations](#) faisant état d'une proposition des autorités émiraties à destination du gouvernement français de financer et d'accueillir la direction exécutive d'Interpol. Nous vous exhortons, en tant que Secrétaire général d'Interpol, à rejeter toute proposition faite à cet égard.

Par ailleurs, la Fondation Interpol pour un monde plus sûr, créée dans le seul but de canaliser les fonds gouvernementaux des Émirats arabes unis vers Interpol, reste le deuxième contributeur [volontaire](#) de l'organisation en 2020. En tant que membre du conseil de la Fondation, vous ne pouvez pas ignorer les [allégations](#) d'« influence indue » qui ont été soulevées au cours des dernières années. Outre les accusations de torture dont fait l'objet M. Al-Raisi, le président et membre du Conseil d'administration de la Fondation Interpol, M. Elias Murr, a récemment été accusé de torture dans le cadre d'une plainte déposée contre lui en Suisse, comme l'a [rapporté](#) l'Agence de presse libanaise.

Nous pensons que, tant que cette relation entre la Fondation et Interpol perdurera, l'organisation souffrira de l'ingérence des autorités émiraties. Nous vous exhortons donc à démissionner du Conseil d'administration de la Fondation et à rejeter les fonds provenant de la Fondation.

Compte tenu de ce qui précède, nous vous prions de bien vouloir faire part des préoccupations susmentionnées aux États membres d'Interpol.

Nous vous remercions de votre considération et restons disponibles si vous souhaitez discuter plus avant de cette question.

Bien cordialement,

Signataires :

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT-France)

ALQST for Human Rights

Association of Victims of Torture in the UAE (AVT-UAE)

Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain

CIVICUS

Democracy for the Arab World Now (DAWN)

Emirates Detainees Advocacy Center (EDAC)

European Center for Democracy and Human Rights (ECDHR)

Euro-Mediterranean Human Rights Monitor (Euro-Med Monitor)

FairSquare

Freedom Forward

The Freedom Initiative

Safeguard Defenders

MENA Rights Group

SAM Organization for Rights and Liberties